



Les moyennes montagnes d'Europe occidentale : affaiblissement ou réadaptation des campagnes ?

Laurent Rieutort

► To cite this version:

Laurent Rieutort. Les moyennes montagnes d'Europe occidentale : affaiblissement ou réadaptation des campagnes ?. *Noréis*, 1997, 173, pp.61-83. halshs-00922104

HAL Id: halshs-00922104

<https://shs.hal.science/halshs-00922104>

Submitted on 23 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les moyennes montagnes d'Europe occidentale : affaiblissement ou réadaptation des campagnes ?

In: Norois. N°173, 1997. Crises et mutations agricoles et rurales. pp. 61-83.

Abstract

The medium mountain region of Western Europe is both a rural and a highland area. For this reason, it is victim of conflicting economies, which often leave it in a weak and critical condition. But, as in other rural sectors, major changes are affecting society, agriculture, tourism and other industries of the highlands, thus aggravating internal oppositions.

Résumé

La moyenne montagne d'Europe occidentale est à la fois un territoire rural et montagnard. A ce titre, victime d'un système économique concurrentiel qui lui est défavorable, elle est souvent « en crise » ou « fragile ». Mais, comme dans d'autres campagnes, de profondes mutations touchent la société, l'agriculture, l'industrie ou le tourisme des hautes terres, exacerbant les oppositions internes.

Citer ce document / Cite this document :

Rieutort Laurent. Les moyennes montagnes d'Europe occidentale : affaiblissement ou réadaptation des campagnes ?. In: Norois. N°173, 1997. Crises et mutations agricoles et rurales. pp. 61-83.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/noroi_0029-182X_1997_num_173_1_6773

Les moyennes montagnes d'Europe occidentale : affaiblissement ou réadaptation des campagnes ?

par Laurent RIEUTORT

Maître de conférences de géographie
CERAMAC, Université Blaise Pascal, 29 Bvd Gergovia,
63037 Clermont-Ferrand Cedex

RÉSUMÉ

La moyenne montagne d'Europe occidentale est à la fois un territoire rural et montagnard. A ce titre, victime d'un système économique concurrentiel qui lui est défavorable, elle est souvent « en crise » ou « fragile ». Mais, comme dans d'autres campagnes, de profondes mutations touchent la société, l'agriculture, l'industrie ou le tourisme des hautes terres, exacerbant les oppositions internes.

ABSTRACT

The medium mountain region of Western Europe is both a rural and a highland area. For this reason, it is victim of conflicting economies, which often leave it in a weak and critical condition. But, as in other rural sectors, major changes are affecting society, agriculture, tourism and other industries of the highlands, thus aggravating internal oppositions.

« “Moyenne montagne” est le type d'expression susceptible de faire l'unanimité lors de son énoncé, mais dont le contenu résiste difficilement à une analyse critique » nous prévient H. Gumuchian (1984) tandis que J.-P. Diry (1995) conclut « les éléments humains propres à la moyenne montagne sont si ténus et si peu originaux qu'en aucun cas ils ne représentent une spécificité de ces espaces ». Dès lors et avant de s'aventurer sur un territoire aussi flou, il convient assurément de préciser l'objet de la recherche et d'isoler ces territoires d'altitude moyenne. Qualifier ces hautes terres sera donc, plus modestement notre objectif afin de comprendre les crises, les résistances et les nouvelles données qui orientent leurs campagnes.

Mots-clés : Moyenne montagne. Europe occidentale. Espaces ruraux. Élevage. Activités non agricoles.

Key words : Medium mountain. Western Europe. Rural areas. Livestock breeding. Non-agricultural activity.

I. — LES CHEMINEMENTS D'UN CONCEPT

A) DES PREMICES PHYSIQUES

1) *La notion de moyenne montagne s'est imposée tardivement. En France, elle apparaît à la fin du XIX^e siècle, par exemple dans les écrits du géographe-alpiniste F. Schrader qui observe : « La grande montagne agit autrement que la montagne modérée... C'est ainsi que les petites montagnes ont dû être habitées par l'humanité la plus primitive, et que les montagnes moyennes lui ont servi de refuge devant les envahisseurs, tandis que les montagnes les plus élevées sont encore invaincues et n'ont jamais reçu un pied humain »* (1). Le vocable de montagne moyenne qualifie donc d'emblée tout ce qui n'est pas du domaine de la haute montagne et la typologie se fonde sur les altitudes et des caractères historiques. Quelques années plus tard, le même auteur popularise le terme à usage des scolaires : *« on nomme grandes montagnes celles qui ont toute l'année des neiges et des glaciers, ce qui rend leur ascension particulièrement périlleuse. On nomme montagnes moyennes celles qui ne conservent des neiges qu'une partie de l'année »* (2). Les illustrations jointes aux textes élargissent la notion en présentant les formes lourdes de ces « vieilles » montagnes aux sommets convexes, des ces « massifs anciens » peu élevés. S'ajoute également une connotation péjorative, l'adjectif « médiocre » étant couramment utilisé à propos des Vosges ou de la Forêt Noire ; ainsi pour De Martonne (1942), le Jura « *n'est qu'une moyenne montagne* » (3). Dans un travail original, K. Halajko (4) qui s'interroge sur le concept de *Mittelgebirge* outre-Rhin, montre le rôle pionnier des géologues qui emploient le terme comme synonyme de massif ancien dès le milieu du XIX^e siècle. En 1852, C. Ritter propose une classification des montagnes selon leur altitude (5) et vers 1880-1890, A. Penck souligne l'originalité de la topographie (6). On reconnaît une approche voisine de celle des Français mais la filiation entre les deux notions est difficile à démontrer. Il faut attendre 1950-1960 pour que les Français précisent leurs conceptions. Dans son *Vocabulaire de géomorphologie*, H. Baulig (7), ajoute une comparaison avec les *Highlands* ou *uplands* britanniques. La dixième édition du *Traité de Géographie physique* d'E. de Martonne (1958) individualise la moyenne montagne « *car les altitudes et les dénivellations*

(1) SCHRADER (F.) 1893. – De l'influence des formes terrestres sur le développement humain. - *Revue de l'École d'Anthropologie*, pp. 212-214. Cité par Numa Broc (1984). - Le milieu montagnard : naissance d'un concept. - *R.G.A.*, n° 2-3-4, pp. 127-139.

(2) SCHRADER (F.), LEMONNIER (H.) et al. 1909. – *Premiers éléments de géographie, Cours élémentaire, Notions générales, la Terre, la France*. - Paris, Hachette.

(3) MARTONNE de (E.) 1942. – *Géographie Universelle*. - Paris, Colin.

(4) HALAJKO 1995. – *La moyenne montagne, un concept géographique*. - Clermont-Fd, Mémoire de D.E.A., Université Blaise Pascal, 71 p.

(5) RITTER (C.) 1852. – *Introduction à la géographie générale comparée*. - traduction française de D. Nicolas-Obadia, Annales littéraires de l'Université de Besançon, Les Belles Lettres, 1974.

(6) PENCK (A.) 1894. – *Morphologie der Erdoberfläche*, 2. - Stuttgart.

(7) BAULIG (H.) 1956. – *Vocabulaire franco-anglo-allemand de géomorphologie*, Paris, Les Belles Lettres.

sont bien inférieures à celles des chaînes de plissement récentes ». En utilisant les critères de l'altitude, de la morphologie et de la structure, l'auteur s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs.

2) Pourtant, *la définition reste subjective*. A la suite d'A. Reffay (1977), on opposera « les » moyennes montagnes, vastes ensembles topographiques d'élévation modeste et l'étage de « la » moyenne montagne, situé en dessous de la limite supérieure de la forêt et dont le climat, la végétation et la morphogenèse se distinguent de ceux de la haute montagne ; la moyenne montagne dépend donc de cette dernière – par exemple au travers des dynamiques érosives – mais « domine » aussi les zones basses de l'avant-pays ou des grandes vallées intramontagnardes. La première acception est souvent privilégiée : la moyenne montagne présente un certain « volume » mais « *s'étale plus qu'elle ne s'élève* » (A. Fel) ; en Europe occidentale, les altitudes ne dépassent guère 1 500 à 2 000 m, les pentes sont moyennes ou faibles, les dénivellations exprimées en centaine(s) de mètres et non en millier(s) comme dans la haute montagne. Seuls les critères structuraux perdent toute validité car loin de se confondre avec les massifs issus du socle, la moyenne montagne peut correspondre à des chaînes récentes. Des systèmes de versants, parfois raides (vallées encaissées en gorge, reliefs « rajeunis » par la tectonique) s'opposent aux systèmes de plateaux tantôt étagés ou vallonnés, tantôt surmontés d'édifices volcaniques. Quoi qu'il en soit, à ces altitudes et dans des milieux globalement en biostasie, des phénomènes de haute montagne sont absents (glaciers, processus périglaciaires) ou limités (avalanches, action du gel). Par contre, les héritages glaciaires et périglaciaires comme l'étagement de la végétation existent bel et bien.

3) *La définition des limites* – inférieures ou supérieures – est fort délicate car elle dépend non seulement de la latitude et de la position maritime ou continentale mais aussi des dynamiques anthropiques. Que signifient les limites de la forêt dans des massifs où les fluctuations de l'occupation ont été permanentes et l'érosion agricole intense ? Alors que les pâturages d'altitude furent élargis par les éleveurs, peut-on éliminer de la moyenne montagne, les Hautes Chaumes vosgiennes ou les estives des Monts d'Auvergne ? La plupart des auteurs excluent l'étage alpin mais que de variations ! Certes, la moyenne montagne s'annonce dès 250-300 m dans les Iles Britanniques, vers 600-700 m sur les hautes terres françaises, entre 1 100 et 1 300 m dans le domaine méditerranéen. Il n'en reste pas moins que le *rough grazing* des *highlands* atlantiques évoque déjà les étages alpins et subalpins. S'agit-il pour autant de haute montagne (8) ? Rappelons que la forêt grimpe jusque vers 500 m dans le sud de l'Angleterre ou 375 m en Irlande tandis que les cultures et l'habitat ne dépassent guère 300 m. Seule la *hill pasture belt* irlandaise, située entre 180 et 300 m et qui a connu des pulsations dans l'occupation pourrait correspondre à notre vocable (Bozon *et al.*, 1980). Mêmes interrogations

(8) REFFAY (A). 1974. – La haute montagne atlantique. Premier essai de définition. - R.G.A., n° 4, pp. 507-522.

en Europe du sud où l'étagement est décalé en altitude avec des écosystèmes originaux. Le climat offre des possibilités culturelles multiples : les céréales ne sont absentes que des plus hauts sommets et la vigne peut s'épanouir à 1 200 m sur les versants abrités de la Sierra Nevada (Mignon, 1981). La moyenne montagne commence-t-elle alors au-dessus de l'étage collinéen ? En altitude, doit-on éliminer la tranche supraforestière quand on sait qu'avec le froid, l'aridité estivale, l'érosion et les actions anthropiques, certains paysages de steppes rocailleuses descendent assez bas ? Bref, alors que le concept s'est forgé dans la zone tempérée et semi-continentale, souvent en référence au « modèle » classique des Alpes, il est beaucoup moins convaincant dans d'autres milieux bioclimatiques.

B) MILIEU CONTRAIGNANT ET SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE

1) Néanmoins, il est incontestable que ces territoires vivent sous des *conditions réellement montagnardes*. Les contraintes du milieu, qui, ailleurs, ont souvent perdu une partie de leur pertinence, gardent ici leur pleine validité (Lageat, Neboit-Guilhot, 1989). Par rapport au bas-pays, la moyenne montagne se définit d'abord par son altitude supérieure qui entraîne une péjoration climatique : l'apparition régulière du gel surtout, se traduit par un appauvrissement des possibilités culturelles et l'élimination des plantes les plus sensibles. Certes, la saison végétative demeure suffisamment longue pour autoriser une vie agricole mais les problèmes de stabulation prolongée du bétail ou les déséquilibres saisonniers des rythmes de vie découlent de cette rudesse accentuée. Aux côtés du froid, l'augmentation des précipitations peut constituer tantôt un avantage (milieu méditerranéen), tantôt un inconvénient (milieu océanique). De même, l'enneigement abondant – et fantasque – constitue de modestes réservoirs hydrauliques mais paralyse la vie agricole, complique la traversée des plateaux ventés et isole les cellules humaines. Les pentes ajoutent encore un handicap à la fois par les limites qu'elles imposent à l'agriculture et par les obstacles qu'elles génèrent pour la circulation. Si la topographie et le climat ont longtemps accentué l'isolement, ils augmentent aujourd'hui les coûts de transport. Cependant, toutes les montagnes ne sont pas également pénalisées. On a déjà évoqué l'opposition entre les plateaux, aux terroirs favorables à la mécanisation mais parfois « coupés » de l'extérieur par des talus ou des gorges, et les systèmes de versants, difficiles à aménager mais bénéficiant des complémentarités de voisinage et dotés de vallées faciles à pénétrer.

2) Les moyennes montagnes européennes peuvent donc schématiquement se définir par *leurs handicaps en regard des conditions plus avantageuses* de l'avant-pays. De fait, jusque dans les années 1950-1960, les géographes passionnés par les relations Hommes/Nature, trouvent là des « genres de vie » originaux. Dès 1962, G. Veyret se référant au modèle alpin, évoque la singularité de la moyenne montagne, « *espace intermédiaire* » dont les « *limites inférieures correspondant à la limite*

supérieure de la culture de la vigne » et les limites supérieures à « celles des feuillus et la jachère climatique » (9). M. Derruau (1966) précise également « l'altitude des grandes limites d'arbres et de cultures oppose la moyenne montagne et la montagne alpine. La montagne devient de type alpin quand elle s'élève au-dessus du niveau de la forêt et qu'elle possède une prairie d'altitude qui oriente les genres de vie ». Tous ces travaux insistent sur le poids des sociétés rurales et une fréquente surcharge démographique. L'isolement et la réduction des échanges limitant le développement urbain, des « pays » morcelés s'organisent alors autour de bourgades ou de petites villes-marchés. A l'exception du monde britannique, ces campagnes sont aussi paysannes en liaison avec la faible pression des intérêts bourgeois. L'émiettement des exploitations ou du parcellaire est grand, tandis que les traditions collectives (terres communales) entretiennent les solidarités villageoises et les réseaux de parenté. Ces structures obligent à recourir à des formules de complément, pluriactivité artisanale ou migrations saisonnières. Enfin, grâce à de meilleures potentialités qu'en haute montagne l'économie est largement fondée sur l'agriculture. Des systèmes agro-pastoraux vivriers associent l'élevage à une polyculture (céréales, pommes de terre, arbres fruitiers) correspondant au système du bas-pays altéré par le froid. La vie pastorale ignore les grands mouvements d'estivage mais la transhumance des troupeaux de plaine est fondamentale dans le monde méditerranéen. Migrations humaines ou déplacements du bétail soulignent l'existence de relations avec l'avant-pays, montrant du même coup que la moyenne montagne n'a jamais vécu totalement repliée sur elle-même.

Cette approche de la moyenne montagne risque pourtant de s'enfermer dans des schémas déterministes surestimant le poids des contraintes naturelles et négligeant le contexte historique, social ou économique dans lequel on s'inscrit (Diry, 1995). Pour ne prendre qu'un exemple, l'altitude n'est-elle pas apparue dans certains cas comme un utile correcteur aux excès de la plaine (aridité, insalubrité ou insécurité) ?

C) UN TERRITOIRE SENSIBLE

La fin de la société traditionnelle et la crise qui frappe bon nombre de massifs depuis la seconde moitié du XIX^e siècle ne permettent-elles pas alors de définir avec plus de rigueur la moyenne montagne ? Le succès de la dénomination après 1975 répond ainsi à la reconnaissance des problèmes spécifiques de ces « terres d'abandon ». Ainsi P. Estienne (1978) (10) isole les Vosges, le Jura et le Massif central car « *les problèmes ne sont pas les mêmes en moyenne et en haute montagne, en zone skiable ou en pays de tourisme estival* ». Voilà donc des territoires qui

(9) VEYRET-VERNER (G.) 1971. – Problèmes d'aménagement de la moyenne montagne alpestre. - *L'aménagement de la montagne*, Varsovie, Académie polonaise des Sciences. Conférences, fasc. 87, pp. 209-214.

(10) ESTIENNE (P.) 1978. – *La France, 3. Les montagnes françaises et l'axe Rhône-Rhin*. - Masson, 208 p.

posent des « *problèmes d'aménagement* » et rapidement, hommes politiques et agents du développement s'emparent du terme. C'est ainsi qu'en 1978 l'individualisation en France d'une zone de haute montagne située à plus de 1 200 m (11) permet d'isoler grossièrement la moyenne montagne. Pour H. Gumuchian (12), avec ses altitudes modestes et ses paysages traditionnels, cette dernière est à la mode car elle est « hospitalière » et répond à certaines aspirations de citadins en quête de tourisme « doux » de « patrimoine » ou de décor « naturel ». Quoi qu'il en soit, la notion de région défavorisée s'applique désormais à la moyenne montagne. On admet que ses difficultés sont issues de handicaps imposés par la nature, qui l'infériorisent dans le jeu d'un marché concurrentiel. Pourtant, comme le redoute J.-P. Diry (1995), cette approche conduit à un déterminisme déguisé : la « crise » n'est pas le résultat des seules contraintes physiques. Le concept d'espace « fragile » est plus pertinent en faisant appel à des symptômes économiques et sociaux. On introduit des indicateurs d'effets, plutôt que de causes supposées et la désadaptation n'est qu'aggravée et non déterminée par le milieu. Elle doit s'inscrire dans une perspective dynamique englobant d'une part l'ouverture des économies (13) et leur intégration au système mondial et d'autre part la capacité d'innovation des sociétés. Pourtant, on aboutit très vite à de nouvelles contradictions. La première tient au fait que la moyenne montagne n'a en aucun cas l'exclusivité de la fragilité, de nombreuses campagnes « profondes » du bas-pays présentant les mêmes symptômes. En deuxième lieu, la diversité des situations incite à la prudence : ici, des territoires « malades », là des massifs vivants ou renaissants. La définition résiste mal à une étude à grande échelle. Enfin, la marginalisation ne peut être considérée comme définitive : dans bien des cas, la crise est également porteuse d'éléments de renouveau, la réadaptation succédant à l'affaiblissement. Ce sont ces nouvelles orientations associant dévitalisation et renouvellement qui retiennent aujourd'hui l'attention.

II. — LA MOYENNE MONTAGNE EN MOUVEMENT

Reflets fréquents des transformations du monde rural quel que soit sa localisation, les crises et les mutations éclatent au grand jour après 1950.

A) L'AMPLEUR DES TRANSFORMATIONS

1) *L'évolution démographique est spectaculaire*, mêlant un formidable déclin et une modeste reprise. L'importance de la déprise est d'autant plus

(11) La haute montagne profite d'un taux majoré de 50 % par rapport au barème de l'Indemnité Spéciale Montagne.

(12) GUMUCHIAN (H.) 1984. — Images et partage de l'espace : le succès de la « moyenne montagne ». - *Revue de Géographie Alpine*, n° 2-3-4, pp. 265-271.

(13) En montagne, celle-ci débute dès le XIX^e siècle avec les progrès du chemin de fer même si l'implantation du réseau est lente dans les secteurs déjà dépeuplés (Grande-Bretagne) ou sur les plateaux entaillés par des gorges.

remarquable que les campagnes ont, sauf exception, toujours constitué des « réservoirs d'hommes ». Inutile de revenir sur la chute démographique qui a débuté au XIX^e ou au début du XX^e siècle. La moyenne montagne française, britannique, irlandaise ou allemande connaît alors une intense émigration. Elle fonctionne, à l'image du Massif central français, comme un « pôle répulsif » envoyant ses hommes vers les avant-pays industriels et urbains. Mais quoi de commun entre les *highlands* écossais rapidement « vidés » et la *Mittelgebirge* où le travail industriel maintient de fortes densités ? C'est surtout depuis 1950 que l'effondrement s'accélère. Par sa sélectivité, l'émigration touche particulièrement les jeunes gens. Il en résulte, à des dates variables, un vieillissement, une dénatalité préoccupante et finalement des soldes naturels négatifs. Les hautes terres se dépeuplent à la fois par exode rural et par déficit naturel. De plus, certains massifs de l'Europe périphérique, longtemps résistants, encore chargés d'hommes, sont frappés à leur tour. Le déclin y est à la fois brutal et rapide, qu'il s'agisse de la moyenne montagne italienne, espagnole ou grecque. Dans l'Apennin toscan ou méridional, le maximum est tardif (recensement de 1951 à 1961), intervenant 50 ans après celui des Abruzzes (1911) et un siècle après celui de nombreuses montagnes françaises, voire des Alpes piémontaises, de l'Epire ou du Péloponnèse. Mais l'hémorragie est considérable (-45 % en vingt ans au-dessus de Lucques et Pistoia) et à l'image de toute l'Europe du sud, l'émigration est soit lointaine, soit à courte distance vers les plaines et les villes (Bergeron *et al.*, 1980). Partout, les densités s'effondrent et on compte fréquemment moins de 20 hab./km². Toutefois les cartes ne sont pas uniformes. Notons en particulier, la meilleure tenue des rayons urbains et périurbains dont l'ampleur dépend étroitement de la taille des agglomérations et donc du semis des villes. A petite échelle, les montagnes du monde germanique, des Vosges à la Forêt Noire en passant par le Massif schisteux rhénan et l'Erzgebirge se singularisent en entretenant souvent plus de 100 hab./km².

Justement, les soldes migratoires redevenus positifs ici et là comme la légère reprise démographique observée depuis une vingtaine d'années ont semblé lever certaines hypothèses ; l'idée d'une reconquête de la moyenne montagne étant même évoquée alors que d'autres espaces ruraux connaissent une « renaissance ». Certes, ce mouvement est général. En Irlande, la « contre-urbanisation » débute dans les années 1970 avec des gains appréciables dans les Monts de Wicklow à l'arrière de Dublin ou sur les hauteurs dominant Waterfort au sud. La progression est plus faible, voire stoppée, dans les Monts de Kerry ou dans ceux de Mayo (Cawley, 1992). En Irlande du Nord, l'évolution est favorable autour de Belfast mais l'étude des listes électorales montre une belle progression au nord (Plateau d'Antrim) et surtout vers le sud, dans le secteur attractif des lacs (Fermanagh) (Stockdale, 1991). En Italie, la capitale « "détache" de l'Apennin tout un pan qui s'urbanise » (Vitte, 1992) et le phénomène prend de l'ampleur au-dessus des agglomérations de Florence ou Pérouse. Certains massifs allemands affichent également une bonne santé (Forêt Noire, Jura Souabe). Enfin, sur ses 395 cantons, la population de la moyenne montagne française a aussi augmenté de 22 000 personnes entre

1975 et 1990 et, en dehors des Vosges, le solde migratoire est positif sur tous les massifs (+ 35 000 hab. entre 1982 et 1990) (14).

Pourtant, il est permis de s'interroger sur l'ampleur de cette renaissance quand on examine les chiffres en valeur absolue ou l'évolution du nombre d'actifs. Faut-il rappeler que ce mouvement peut aussi traduire l'épuisement du stock des candidats au départ ou l'installation d'inactifs et de retraités ? Dans un autre ordre d'idée, cette nouvelle tendance, signifie-t-elle une meilleure occupation de l'espace et la fin de l'extension des friches ou de la forêt ? Enfin, les départs ne continuent-ils pas à l'emporter sur les arrivées dans d'autres secteurs ? Si le centre des Monts Cambriens au Pays de Galles gagne des habitants, il en va tout autrement sur les hautes terres écossaises (Clout, 1993). En Allemagne, la stagnation frappe des massifs occidentaux (Haardt, Hunsrück, Eifel, Westerwald, Harz) et l'ex-R.D.A. a du mal à retenir ses montagnards de l'Erzgebirge (Marchand, Riquet, 1996). En France, le constat global cache certaines insuffisances. Démographiquement d'abord, l'attractivité ne progresse pas sensiblement sur les deux dernières périodes intercensitaires, l'excédent migratoire se réduisant même des deux tiers dans le Massif central. Sur le plan spatial ensuite, les différences sont profondes : le Jura ou les Alpes du sud connaissent une évolution positive (respectivement + 42 300 et + 25 000 hab. en 15 ans) tandis que les Vosges, une grande partie du Massif central (- 15 000 hab. entre 1975 et 1982 puis - 29 000 hab. entre 1982 et 1990) et 80 % des cantons de la moyenne montagne pyrénéenne continuent à se vider. Enfin, ces territoires n'ont pas réussi à maintenir le nombre des actifs qui y résidaient en 1982 même si les diminutions concernent surtout les massifs « paysans » (Pyrénées, Massif central) et les vieux bassins industriels. Au total, il faut distinguer d'une part un très grand nombre de terres « abandonnées » ou qui fléchissent depuis peu et d'autre part de rares secteurs vivants où la dénatalité est faible et où les tendances migratoires sont favorables. Ces foyers vivants se situent soit dans les aires périurbaines, soit dans les « arrières-pays » attractifs – surtout méditerranéens –, soit enfin dans des milieux connaissant un développement plus endogène (diffusion de l'industrie ou du tourisme rural).

2) Sur cette nouvelle trame démographique, *les transformations économiques de l'après-guerre perturbent la vie des massifs*. Rappelons que le modèle dominant en Europe occidentale est alors fondé sur la croissance constante de la production, les échanges et la recherche d'une productivité sans cesse plus élevée. Il aboutit à une concentration systématique des activités et des hommes, concernant à la fois la sphère économique et l'espace. Dans ce dernier cas, une sélection s'opère en fonction des perspectives de profit. Or, tout prouve que l'avantage comparatif ne s'établit pas en faveur de la moyenne montagne mais que l'écart se creuse, entraînant de graves déséquilibres. Ainsi, l'application de

(14) DIRY (J.-P.) 1992. – *L'évolution récente de la population des moyennes montagnes*. - Clermont-Fd, CERAMAC, Rapport à la DATAR, 73 p. + 52 p. annexes.

ce modèle productiviste à l'agriculture révèle les handicaps de la moyenne montagne (difficultés de la mécanisation et d'intégration aux filières agro-alimentaires, moindres rendements, structures foncières trop menues). Pourtant, de *nouvelles données* économiques apparaissent aujourd'hui dans une Union européenne parvenue à un tournant. En premier lieu, le modèle productiviste montre ses limites, en particulier dans l'agriculture qui doit maîtriser ses excédents et protéger l'environnement. Ainsi, l'extensification n'est pas défavorable dans l'absolu à une moyenne montagne dont les éleveurs s'essouflaient dans la course à l'intensification. Le maintien de l'attrait des paysages humanisés peut également créer une fonction de service, véritable complément à l'activité agricole. Une seconde chance est offerte avec la remise en cause de la concentration des hommes et des activités. La réussite des « districts » d'industrie diffuse en milieu rural en témoigne. De la même façon, la « crise » urbaine va de pair avec une mobilité des populations qui sont prêtes à s'installer à la campagne. La disponibilité de grands espaces en moyenne montagne ne correspond-elle à la demande croissante d'un tourisme de « nature » ?

3) Au total, l'évolution des activités et des hommes a *des effets complexes sur l'occupation de l'espace*. Les nouvelles fonctions de l'espace montagnard sont multiformes et vont des lotissements périurbains au reboisement sans négliger l'utilisation touristique ; certaines landes de la moyenne montagne, reflet d'une sous-utilisation agricole, sont ainsi promues dans l'imaginaire touristique et valorisées par des pratiques récréatives. Longtemps réservés à la haute montagne, parcs, sites ou réserves naturelles sont mis sur pied à moyenne altitude, tentant de concilier protection de l'environnement et valorisation touristique. Pour excessive ou réalité, l'abandon à la friche est souvent évoquée. On pense aux exemples de territoires cultivés qui se réduisent chaque jour en de modestes clairières enserrées par les broussailles. Il en est ainsi des anciennes terrasses livrées au maquis dans certains massifs méditerranéens tandis que la sous-utilisation menace les landes de Galice (Bouhier, 1993). En vérité, la friche n'est bien souvent qu'un stade transitoire débouchant sur la forêt (Derioz, 1994). Cette reconquête, parfois spectaculaire, associe les effets du boisement spontané d'anciennes terres agro-pastorales en déshérence et les plantations artificielles (conifères, eucalyptus), encouragées par les Etats ou les intérêts spéculatifs. Dans de nombreux massifs le plus fort déclin est ancien et l'abandon se marquait bien plus dans les années 1950-1970. En France, Ch. Mignon (1992) observe qu'entre 1979 et 1988 « *les pertes se réduisent à un rythme annuel deux fois plus faible que celui de la moyenne du dernier siècle (0,3 % contre 0,57)* » et désormais « *la montagne ne perd pas davantage que l'ensemble des campagnes françaises* ». Par contre, aux limites de la moyenne montagne, les estives subissent un recul de leur utilisation depuis le milieu des années 1980 et reçoivent surtout des animaux d'élevage, parfois issus de régions lointaines (Bordessoule, 1994). Cela dit, l'analyse de ces phénomènes est rendue difficile par l'insuffisance des sources et la complexité des mécanismes qui les commandent (dépopulation, transferts

socio-économiques, possibilité de reprise agricole face à la libération de terres). On peut ainsi décrire des mouvements contradictoires. Ici, l'abandon de terroirs pentus ou de parcelles qui n'ont pas trouvé de repreneur. Là, une transformation de l'utilisation devenue extensive (sous-pâturage, prairies sur les anciens labours céréaliers) ou plus rationnelle (timides remembrements, irrigation ponctuelle). Ailleurs, des conquêtes par défrichement ou terrassement comme sur les Grands Causses. Toutes les études concluent sur les contrastes opposant des « montagnes en friches », souvent méridionales et posant de sérieux problèmes de gestion, des montagnes largement reboisées (Livradois ou Montagne limousine, Monts de Tipperary ou Highlands), des montagnes « tenues » par l'agriculture (Auvergne volcanique, Rouergue) et des montagnes « à déprise modérée » (Jura, *Mittelgebirge*) soit parce que l'agriculture est vivante, soit parce qu'apparaissent de nouveaux usages.

B) LES FORMES DE LA MUTATION

1) Faute d'emplois de relais, *de nombreux massifs « paysans » restent étroitement liés aux métiers de la terre* : en France, la moyenne montagne concentre ainsi l'essentiel de l'agriculture des hautes terres, fournit plus des trois quarts de la production et regroupe une proportion équivalente des exploitations. Dans cette optique, est-il besoin de rappeler que les fermes ont subi durement le délestage démographique, l'ouverture commerciale et la diffusion sans nuances du modèle productiviste ? Plus qu'ailleurs, la faible rentabilité comme l'inexorable concentration foncière aboutissent à la suppression de nombreux emplois et remettent en cause l'existence même de cette activité. Certains massifs méditerranéens ou des « pays coupés » témoignent ainsi du délabrement.

Pourtant, une volonté de spécialisation et de modernisation aboutit parfois à la constitution de chaînes agro-alimentaires et de bassins de production dominés par un « amont » et un « aval ». Cependant ces filières sont souvent fondées sur des exploitations trop petites, à temps partiel ou éloignées les unes des autres, tandis que de modestes industriels subissent les surcoûts de la collecte ; la transformation sur place devient minoritaire et de grandes structures extérieures à la montagne contrôlent le marché (Ricard, Rieutort, 1995). La moyenne montagne est pourtant parvenue à simplifier ses systèmes de production. Ainsi, sauf exceptions, les céréales, les plantes sarclées ou la vigne sont en recul et on s'oriente vers l'élevage reposant sur l'herbe (prairies naturelles et/ou cultivées, landes ou pâturages d'altitude). Tout se passe comme si, en raison des contraintes propres au milieu, une spécialisation par défaut, « négative », s'était imposée. Le succès des vaches laitières dans l'Europe moyenne est à la fois l'héritage de traditions fromagères, le gage d'une certaine sécurité financière et une forme d'adaptation aux petites structures. Certes, la croissance a pu être ralentie par le choc des quotas laitiers mais certains massifs s'étaient déjà engagés dans des schémas intensifs, délaissant les productions fermières traditionnelles. La progression de l'élevage à viande

– ovin ou bovin – sur de grands domaines est plus récente mais la spécialisation est parfois affirmée avec la mise en marché d'animaux maigres, engraisés dans les bas-pays. Malgré la crise de la transhumance, les troupeaux de brebis laitières sont également bien représentés sur les hauteurs méridionales (Sardaigne, montagne grecque) ou dans le « Rayon de Roquefort ». Partout, on hésite entre *une voie intensive et une orientation extensive*. Dans le premier cas, le lait s'impose et l'élevage se stabilise autour des fermes et des « meilleurs fonds », abandonnant les parcours ou les estives. Industriels et agriculteurs subissent une âpre compétition et ce type de bassin bien encadré, est rare. La seconde évolution est favorisée par le manque de main-d'œuvre, les nouvelles orientations de la PAC, un bon accès aux pâturages collectifs ou surtout une grande taille des exploitations consécutive à une récente libération de terres ou à de vieilles pratiques successorales évitant le morcellement. Grâce à un faible recours aux consommations intermédiaires, la production de viande peut alors être rentable. Toutefois, ces filières souffrent de la dispersion des éleveurs et on craint pour l'occupation du territoire ; les bassins de production sont en voie de réorganisation par concentration foncière et industrielle.

Les interrogations actuelles portent sur de nouveaux débouchés, sur la valorisation locale mais surtout sur la qualité. Dans ce cas, il s'agit de se soustraire à la concurrence par la commercialisation de produits spécifiques, « fermiers », à des prix théoriquement plus élevés. Ces rentes de situation contournent la logique productiviste en sortant des filières industrielles. Les moyens pour mener à bien une telle politique sont nombreux, depuis l'Appellation d'Origine Contrôlée liée à un espace géographique précis et à un savoir-faire transmis, jusqu'aux labels ou marques proposés par les professionnels. La rémunération du producteur demeure inégale et c'est le respect des traditions, la sévérité de la réglementation (« terroir » bien défini, normes de fabrication) qui assurent la meilleure valorisation. La solidité du bassin de production est alors maintenue : fortes charges en bétail, survie de nombreuses exploitations, vigoureux encadrement des petites structures d'aval. Ce cas de figure qui s'observe dans le Jura, ne peut se concevoir sans l'action de leaders éclairés. A l'inverse, la démarche s'accommode mal d'une forte augmentation des volumes (roquefort) ou d'une organisation laxiste (fromages d'Auvergne) (Ricard, 1994).

En définitive, on opposera quatre grands « modèles » d'agriculture. Le premier type, « périphérique », correspond aux montagnes méditerranéennes exsangues, sans possibilités de double-activité, condamnées à l'abandon ou réduites à pratiquer des formes d'élevage extensif en dehors des modestes périmètres irrigués des vallées. Un second système renvoie aux massifs paysans modernisés bénéficiant de meilleures bases fourragères, de l'impulsion d'entreprises agro-alimentaires – souvent coopératives – et d'agriculteurs progressistes encore nombreux. Certes, la diffusion de l'innovation est lente. Mais, des producteurs bien organisés, ont parfois réussi à adapter aux hautes terres le modèle « breton », inspiré

de l'expérience danoise des exploitations familiales intensives. Le type des montagnes du monde germanique, parfois favorisées par la nature, renvoie surtout à des exploitations moyennes ayant adopté un autre modèle de développement. Celui-ci repose sur les filières de qualité, la pluriactivité dans l'industrie ou le tourisme et les subventions accordées – parfois précocement – par les Etats. Enfin, le modèle des *highlands* britanniques profite des grandes structures d'exploitation héritées et joue la carte de l'élevage ovin extensif, aidé par le gouvernement tandis que d'autres formes d'utilisation du sol sont apparues.

2) *L'artisanat et l'industrie* occupaient traditionnellement une place non négligeable en moyenne montagne, autorisant la *pluriactivité paysanne*. Les disponibilités en main-d'œuvre, en particulier en hiver, jouaient un rôle décisif tandis que certaines branches reposaient sur l'utilisation des matières premières locales (bois, minerai, produits de l'élevage) ou de sources d'énergie (eau, charbon). La production d'hydroélectricité à moindre coût a également constitué une grande chance pour l'implantation d'industries lourdes (aluminium, électrochimie) ou le développement des fabrications antérieures. Même si la moyenne montagne, à l'exception des hautes latitudes, n'offrait pas toujours les dénivellations et les vallées glaciaires des chaînes alpines, le barrage et l'usine associée sont devenus des éléments fondamentaux des paysages scandinaves, britanniques ou français. Toutefois, après 1920-1930, les progrès dans le transport de l'électricité ont mis fin aux privilèges des sites d'altitude, à l'image d'un Massif central, tardivement équipé et n'ayant pas réussi à attirer de grosses usines. Depuis 1950, l'industrie subit une délicate mutation, perd des emplois et connaît un déclin très vif dans certaines branches et sur les vieux sites (« pays noirs » des périphéries du Massif central ou de la chaîne Pennine, vallées du textile ou de la métallurgie). Comme pour l'agriculture, les hautes terres souffrent de la concurrence des plaines et littorales, de l'éloignement des centres de décisions et de la concentration technique et financière. Pourtant, ceci ne signifie nullement crise généralisée et absence du secteur secondaire.

Ce dernier demeure en effet original dans sa localisation, ses structures ou ses fabrications. Les fortes densités humaines de certains massifs allemands trouvent ainsi leur origine dans la diffusion des P.M.E. Le cas français est aussi révélateur : avec près de 200 000 emplois et un quart des actifs, soit davantage que l'agriculture, la moyenne montagne n'est pas dramatiquement « sous-industrialisée » (15). Cette activité est cependant inégalement répartie avec de véritables vides manufacturiers – du Limousin aux Pyrénées et aux Alpes du Sud – et des milieux très « industriels ». Les contrastes se retrouvent à grande échelle avec peu de bassins concentrés et une nébuleuse de petites implantations dispersées (Jura, Yssingelais) ou organisées en « rue d'usines » le long des vallées (Vosges). Les structures vont de pair avec cette diffusion. En effet, les

(15) ODOUARD (A). 1994. – *L'évolution récente de l'industrie dans les moyennes montagnes françaises*. - Clermont-Fd, CERAMAC, Rapport à la DATAR, 47 p.

P.M.E. dominant tandis que les grandes firmes sont en retrait ou contrôlent indirectement certaines branches (textile, papeterie, métallurgie) ; dans la moyenne montagne française, les entreprises de 10 à 500 salariés fournissent encore les trois-quarts des emplois contre 44 % pour la moyenne nationale. Ces structures « flexibles » s'adaptent aux faibles densités de massifs qui ne pourraient assurer de gros contingents de main-d'œuvre. La gamme est variée, associant des branches traditionnelles (B.T.P., bois, textile, cuir, papeterie, métallurgie) et des formes contemporaines (mécanique, chimie, plastiques, construction électrique, électronique, I.A.A.) bien implantées.

Aux côtés de grosses unités maintenues, on assiste à de nouvelles implantations dans des sites attractifs (cadre de vie, zone d'activité bénéficiant d'avantages fiscaux) et dans des branches d'industrie légère. Les reconversions sont spectaculaires. Elles reposent sur un dense réseau de P.M.E., souvent familiales, des capacités d'innovation, une main-d'œuvre bon marché, parfois habile et attachée au « pays ». Elles jouent sur de nouvelles fabrications (biens de consommation, haute valeur ajoutée), une intense diversification et surtout une grande faculté d'adaptation aux marchés lointains. Les impulsions proviennent fréquemment des villes du bas-pays et des anciens foyers tandis que la moyenne montagne bénéficie d'une amélioration des communications et de la mobilité des populations. On reconnaît là le modèle des « districts » industriels de la « Troisième Italie » (Marches, Ombrie) et de certains massifs méridionaux (*serras* littorales du centre Portugal, Navarre) (Houssel, 1993). Mais le mouvement concerne également la Forêt Noire où les traditions (horlogerie, mécanique, travail du bois, textile) ont réussi à se moderniser grâce à la qualité de la main-d'œuvre, à un fort esprit d'entreprise, à l'orientation vers des filières de haute technologie peu sensibles aux handicaps des sites ou des transports (mécanique de précision). L'exemple du secteur sud-est montre également la multiplication des centres de transferts technologiques en électronique, une coopération inter-entreprises et les impulsions de Stuttgart (sous-traitance) (16). De même, de l'autre côté du Rhin, si entre 1982 et 1990, les emplois industriels des hautes terres n'ont reculé que de 9 %, c'est-à-dire au même rythme que la moyenne française, on le doit à des foyers dynamiques. On citera l'Yssingelais (chimie des plastiques, textile, mécanique) hérité du système de la fabrique et ouvert sur les milieux stéphanois et plus généralement rhône-alpins, la montagne thiernoise qui a su diversifier l'ancienne coutellerie (17), l'Aveyron en synergie avec les succès agricoles (mécanique, I.A.A.) ou le Haut-Jura appuyé sur Lyon et la Suisse.

(16) STUBBE (C.) 1995. – *Industrie et moyenne montagne. - L'exemple du Schwarzwald-Baar-Heuberg en Forêt-Noire.* - Thèse de Doctorat, Clermont-Fd, GERAMAC-Université Blaise Pascal, 346 p.

(17) FOURNIER (M). 1995. – *Les industries rurales de l'Auvergne et du Velay : innovation et innovateurs dans la moyenne montagne du Massif central.* - Thèse de Doctorat, Clermont-Fd, CERAMAC - Université Blaise Pascal, 450 p.

3) *La timidité du tertiaire urbain et la dégradation de l'équipement des bourgs* ont déjà été évoqués. En vérité, les commerces et services dépendent directement de campagnes qui s'anémient au rythme de la dépopulation. Seuls, les services médicaux et paramédicaux constituent un des principaux gisements d'emplois : l'âge de la population, un meilleur encadrement que par le passé en sont à l'origine. Mais c'est surtout la fonction touristique et de loisirs qui suscite quelques espoirs. Certes, ces activités sont parfois anciennes (stations thermales, tourisme « social » ou de santé) mais après guerre, la moyenne montagne n'a pas réussi à capter les flux de masse liés aux sports d'hiver. Le modèle « alpin » fondé sur les stations de ski à haute altitude a ainsi marginalisé des massifs qui ont misé sur la neige et négligé la saison d'été. En France, le Massif central paie très cher les hivers peu enneigés et son image s'en trouve altérée. Aujourd'hui, le bilan est modeste et rappelle les caractères du tourisme rural. Son impact en terme d'emploi est limité, en dehors de quelques espaces spécialisés s'appuyant sur des sites « naturels » (gorges du Tarn ou du Verdon, volcans d'Auvergne, forêts allemandes, lacs irlandais, col de Metsovo dans le Pinde), sur le patrimoine (villages et « bijoux » urbains méditerranéens) ou des activités sportives. Des aires de loisirs profitent du voisinage urbain et de la demande allemande ou britannique, mais les véritables régions touristiques sont rares. Il manque des stations ou des points d'ancrage nécessaires pour assurer le développement du tourisme diffus.

La moyenne montagne souffre non seulement des insuffisances du milieu peu spectaculaire mais aussi d'une faible clientèle potentielle (accès difficile, image peu porteuse). Comme le remarque P. Vitte (1992) « *L'utilisation du vocable "moyenne", accrédité par les géographes, ne peut guère susciter l'intérêt* ». Il faut dire que si la clientèle recherche le dépaysement ou les grands espaces, elle exige également un cadre organisé, des animations et une grande qualité des hébergements. Que dire alors du contexte économique ou démographique ? Peu favorable, il explique le manque d'initiative de ruraux indifférents ou réticents. Il en résulte de faibles capacités d'accueil et des équipements vieillots en dehors des stations de sports d'hiver peu rentables (Massif central, sierras espagnoles, Apennin). De fait, la fréquentation est diffuse, de passage. Les flux extérieurs sont limités à une clientèle familiale peu fortunée et aux « originaires » revenant au « pays » à la belle saison. Bref, les retombées économiques sont modestes alors que s'ajoutent des phénomènes de concurrence, un faible professionnalisme et des investissements « saupoudrés ». En dehors de l'Europe moyenne, l'« agri-tourisme » demeure ponctuel car il manque des innovateurs et un milieu réceptif. L'aspect dispersé se retrouve dans la multiplication des résidences secondaires : dans les moyennes montagnes françaises, on en comptait plus de 300 000 en 1990, chiffre en progression de 17 % depuis 1982 (18). Plus généralement, leur localisation tient à la présence de grandes

(18) VITTE (P.) 1994. – *Tourisme en moyenne montagne*. - Clermont-Fd, CERAMAC, Rapport à la DATAR, 61 p.

agglomérations (chaîne des Puys, Sierra de Guadarrama, Apennin central), à des phénomènes d'« arrières-pays » méridionaux ou à des disponibilités de logements là où l'exode a libéré des habitats pour les anciens émigrés ou les citadins.

Une nouvelle perception naît pourtant dans les massifs. Les loisirs de « convivialité » et le tourisme de « grands espaces » fondé sur le patrimoine ou sur les pratiques sportives (randonnée, nautisme sur les lacs ou les vallées) sont à l'origine d'un foisonnement d'initiatives. D'authentiques « produits touristiques » sont offerts avec des équipements souvent subventionnés. On retiendra par exemple les succès du ski de fond dans le Jura et les expériences du tourisme « intérieur » en Espagne comme en Italie où on associe une ville telle Florence à son « arrière-pays ». Partout, des parcs naturels sont promus et des pratiques cynégétiques favorisées (Ecosse). Sur les hautes terres irlandaises (Kerry, Connemara, Mayo, Donegal), dans un milieu peu attractif (climat frais et humide, landes à mouton) et face à une petite agriculture bien encadrée par les syndicats, le tourisme a connu un formidable essor. Il repose en fait sur la qualité de l'accueil, une forte volonté politique, la création de réseaux régionaux solidaires et une action commerciale efficace. Dans la moyenne montagne germanique, les réussites de l'agri-tourisme sont également bien connues. Dans le nord et le sud de la Forêt Noire, l'orientation est ancienne. Mais le développement bénéficie également de l'action des collectivités locales qui réussissent à mener de front promotion et lutte contre la spéculation foncière. La clientèle est urbaine tandis qu'existe une tradition d'accueil dans de petites structures. Ce véritable fait culturel explique que certains exploitants deviennent de véritables professionnels du tourisme, négligeant leur ferme.

C) INTERVENTION POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Face aux difficultés économiques et sociales, les pouvoirs publics se sont efforcés – à des dates variables – d'apporter des aides spécifiques ; les pays alpins – Suisse ou Autriche – s'engageant dès l'Entre-deux-guerres dans cette voie. A l'origine, les interventions concernent surtout l'agriculture avec l'attribution directe de subventions. En Allemagne, à partir des années 1950, des indemnités compensatrices sont versées aux exploitants des régions désavantagées (*Fördergebiete*). Une politique indirecte (remembrements, aides aux investissements, infrastructures) est également menée par l'Etat fédéral et les Länder tandis que la pluriactivité est encouragée. Au Royaume-Uni, le schéma est différent. Les aides anciennes (*Hill Livestock Subsidy Scheme* de 1940, *Hill Farming Act* de 1946 classant les exploitations en *Hills*, *Uplands* et *Lowlands*) visent d'abord à conforter l'élevage extensif de montagne. On décide d'octroyer une prime sans plafonnement « à toute brebis de race rustique entretenue selon les pratiques reconnues du hill farming », c'est-à-dire en excluant implicitement l'intensification pastorale. Il ne s'agit pas pour les hautes

terres de suivre le modèle des plaines mais, bien au contraire, de demeurer dans leur rôle exclusif de fournisseur de produits non finis dont la valorisation terminale est assurée par la plaine. Les structures foncières concentrées de la montagne s'y prêtent et le rôle de l'Etat est de soutenir ce schéma qui assure de faibles coûts de production (Rieutort, 1995). La politique française est peu conforme à l'esprit britannique. D'une part, la prise en compte est tardive (1972). D'autre part, elle engage les hautes terres dans la compétition avec le bas-pays et, loin de rechercher des modèles de développement différents, on compense les handicaps par des primes attribuées par tête de bétail (ISM). Au total, ces aides plus correctives qu'incitatives, favorisent l'assistanat et ne parviennent pas à améliorer les résultats financiers des fermes. Le soutien est récent en Espagne (1982) ou en Italie (1952 puis 1971). Certes, dans ce dernier cas, la loi sur les *comunità montane* engage une politique globale mais elle est inégalement relayée par les régions et le bilan est décevant dans l'Apennin. En France, la voie du développement local est promue depuis les années 1980 : d'autres fonctions sont stimulées (tourisme, forêt) et la pluriactivité enfin reconnue ; en 1984, la Loi montagne trace d'intéressantes pistes mais elle reste une coquille vide. Au total, ces systèmes ont été peu retouchés par l'Union européenne même si les mannes financières sont importantes et certaines approches nouvelles (mesures agri-environnementales). Dans certains cas, les actions en faveur des loisirs ou de la protection de la « nature » ont pris le pas sur l'agriculture (*Highlands*).

A une autre échelle, l'action des élus et des militants du développement local est plus difficile à apprécier. Dans bien des cas, des réussites ponctuelles reposant sur quelques initiatives individuelles, ne parviennent pas à faire « tache d'huile » (Diry, 1995). La promotion des potentiels locaux ignore le poids des acteurs exogènes et se heurte à l'anémie démographique, à l'hétérogénéité sociale ou à des perceptions négatives du territoire. Il est pourtant des massifs à forte identité qui montrent, sinon une véritable renaissance rurale, au moins la résurgence d'une identité territoriale prometteuse. Le processus a été analysé dans certaines montagnes méridionales comme les Grands Causses (Rieutort, 1995) ou les Cévennes (Deslondes, 1987) et le renouveau touristique de l'Irlande relève des réactions similaires (Vitte, 1995). On retrouve à l'origine et de façon conjoncturelle, une crise, des enjeux nouveaux qui remettent en cause la cohérence de la société. La prise de conscience suppose ensuite, d'une part des interventions – locales ou extérieures – de leaders ou d'acteurs économiques, et d'autre part, un milieu réceptif. La mobilisation semble d'autant plus facile qu'existe une opportunité, que les objectifs sont précis et qu'une prise en charge peut surgir d'une communauté minimale d'intérêt, de comportement, de perception. Cette convergence de facteurs est rare et explique la persistance de profondes inégalités géographiques.

III. — DES DIRECTIONS DIFFÉRENTES

La réalité rurale des moyennes montagnes est aujourd'hui très variée. Pour esquisser un classement et dans une perspective dynamique trois variables essentielles peuvent être privilégiées : l'évolution démographique d'une part, le degré d'occupation de l'espace agricole et les types de bassins de production d'autre part, enfin, l'importance et les formes des nouvelles activités ou fonctions. Partant de là et en n'ignorant pas qu'il existe de multiples cas intermédiaires, cinq types de massifs peuvent être distingués.

A) LES MOYENNES MONTAGNES PAYSANNES MODERNISÉES

Dans quelques régions, l'agriculture présente un visage cohérent et le modèle productiviste en ateliers et bassins de production s'est imposé depuis l'après-guerre. La montagne est toujours bien vivante, l'espace entretenu tandis que de jeunes exploitants, souvent à la tête d'exploitations agrandies, se sont spécialisés dans l'élevage intensif. Dans le Massif central, on pense aux foyers laitiers des Monts du Lyonnais ou des plateaux du Ségala et du Devès (Ricard, 1994). Le « Rayon de Roquefort » présente une situation intermédiaire : outre des densités rurales contrastées, il associe la voie productiviste à une AOC rigoureuse. Cette dernière, gérée par l'interprofession, est intégrée à une logique industrielle. Dans l'Europe méditerranéenne, les transformations de la *pastorizia* sarde sont également spectaculaires. Sur les hauts plateaux de la région de Nuoro et du Marghine, le cheptel s'accroît et les pratiques s'intensifient (cultures fourragères, sélection, clôtures) ; la rénovation s'appuie sur la vente du *pecorino sardo*, fromage d'appellation reconnu depuis 1955 mais ce sont surtout la forte pression sociale et la politique foncière (loi de 1971 révisée en 1982 sur le contrôle et l'abattement du fermage) qui permettent la stabilisation de l'élevage, voire son transfert sur le continent (Vercherand, 1988). Toutes ces montagnes ont donc en commun des perspectives agricoles encourageantes ; encore faut-il que les paysanneries soient capables de surmonter les difficultés nées d'une intensification qui a trop bien réussi, et qui engendre des surplus, des contingentements, voire une baisse des prix. Le tissu rural offre des densités honorables et un bon encadrement tertiaire. Les bourgades, en relation avec les marchés agricoles, bénéficient parfois de l'implantation d'entreprises. Pourtant, la faiblesse des activités non-agricoles et la concentration des fermes expliquent des tendances démographiques négatives comme dans les Asturies et en Galice malgré la récente conversion laitière. En dehors d'impulsions urbaines ou de réalisations dans le domaine de la petite industrie ou du tourisme, la baisse de la population devrait se poursuivre à un rythme modéré. Toutefois, même dans le cas d'une diversification réussie, l'avenir des petites paysanneries n'est pas assuré ; ainsi en Irlande, la population des villages touristiques se maintient grâce au solde migratoire mais de nombreux éleveurs abandonnent et la friche gagne du terrain (Connemara).

B) LES MOYENNES MONTAGNES PLURIACTIVES

Certaines cellules montagnardes présentent un visage cohérent et ont en commun des perspectives d'avenir encourageantes. Des massifs anciens du monde germanique au Jura, en passant par les hautes terres « urbanisées » ou l'Yssingelais, les exemples ne manquent pas. Les ruraux sont encore nombreux et la tendance démographique est à la hausse ou, au moins, à la stabilité. Cela ne signifie pas que la société locale est inchangée et, c'est bien l'importance des activités non-agricoles, nettement majoritaires qui expliquent le phénomène. Les actifs se dispersent dans l'industrie ou les services (tourisme) et certains espaces pénétrés par les influences urbaines bénéficient des résidences périurbaines et de migrations de travail. La moyenne montagne accueille de nouveaux venus tandis que la pluriactivité paysanne prend des formes nouvelles au sein de l'exploitation ou de la famille, sur place ou au prix de déplacements vers un bassin d'emplois éloigné. Le secteur primaire n'est pas pour autant condamné, surtout si l'Etat a mis en place précocement une politique de la montagne. Certains secteurs possèdent encore des foyers d'innovation : ainsi sur le Jura des plateaux, parallèlement aux évolutions industrielles, les filières agricoles jouent la carte de la qualité sur un solide bassin de production. Dans l'Yssingelais, l'industrialisation n'a pas empêché la constitution d'un foyer laitier intensif même si la valorisation des produits se fait hors du plateau à partir des villes et plaines rhodaniennes. De même, dans un monde germanique où les aides à l'agriculture ont été précoces, de belles exploitations d'élevage, bien encadrées et performantes, se maintiennent d'autant qu'elles bénéficient de l'apport financier lié au passage des touristes ou au travail en usines et en forêt. On notera toutefois que des formes d'agriculture résiduelle peuvent naître de l'abandon de l'activité de production par les exploitants pluriactifs ou de la concurrence de la fonction résidentielle dans les aires périurbaines. La bonne santé démographique n'est pas alors synonyme de maintien de paysages ouverts et entretenus. Ainsi dans le haut Apennin malgré la proximité de Rome, la création d'industries ou d'emplois publics, les finages agricoles souffrent de l'effondrement du système agro-pastoral (Vitte, 1986).

C) LES MOYENNES MONTAGNES « ARRIÈRE-PAYS »

Les montagnes méridionales présentent parfois un autre visage traduisant les rapports originaux qu'entretiennent les populations avec leur « arrière-pays » rural. Les îlots agricoles sont encore vivants mais les tendances démographiques négatives. En contrepartie, des formes particulières de diversification des activités ou de nouvelles fonctions apparaissent, obéissant largement aux influences urbaines de l'avant-pays. Ainsi dans les *serras* du centre Portugal, les villages de la tradition microfundiaire semblent inchangés, réduits à leurs seules forces, celles d'une petite agriculture autarcique aux techniques immuables. En réalité, la gestion quotidienne des exploitations est laissée aux retraités ou aux femmes, tandis que les hommes actifs, pressés par la nécessité d'obtenir

un revenu d'appoint, partent à la recherche de ressources extérieures dans les villes de l'intérieur ou dans la plaine littorale. L'arrière-pays montagnard profite en particulier des nouveaux « districts industriels » qui réclament une main-d'œuvre abondante et faiblement qualifiée. C'est donc bien l'irruption de ces formes modernes de pluriactivité ou les « remises » financières des émigrants lointains qui expliquent la survie des exploitations. L'ensemble est cependant insuffisant pour enclencher une véritable mutation agricole et les tendances démographiques sont particulièrement sombres. La paysannerie, peu motivée, se replie sur une attitude prudente. Elle tente de préserver le petit bien patrimonial qui procure une sécurité alimentaire mais la principale menace réside dans des migrations de plus en plus lointaines, aboutissant à un détachement progressif du « pays ». Tout dépend finalement de « *l'attachement à la terre, à la maison familiale, d'une société qui ne parvient pas à rompre avec son passé paysan* » (Diry et al. 1996). En Lucanie, dans la montagne paysanne *appoderata* (haute vallée de l'Agra, nord-est de Potenza), seulement une famille sur cinq vit de l'agriculture et tout repose sur une certaine diversification des ressources (prestations sociales, remises migratoires) ; « *les retours des émigrés, pour les fêtes de fin d'année et au mois d'août, rythment la vie sociale, comme jadis les mouvements des pâtres et des troupeaux* » (Bergeron, 1994). Ces liens avec la montagne paysanne se retrouvent en Grèce où beaucoup d'actifs partagent leur vie entre la ville et la campagne. Dans le Pylion, certains villageois bénéficiant des revenus complémentaires issus du tourisme, préfèrent séjourner à Volos en hiver. Sur les bas de versant, les olivettes sont encore entretenues et les constructions récentes de belles villas inoccupées une partie de l'année, témoignent de ces mouvements (Sivignon, 1996). De la même façon, la partie méridionale des Causses ou des Cévennes fonctionne de plus en plus comme un « arrière-pays » pour les plaines du Languedoc et les agglomérations périphériques (Montpellier, Nîmes) ; à ce titre elle est réanimée par des arrivées plus ou moins importantes de citadins (Rieutort, 1994). Les exemples abondent également dans les Alpes du Sud. Mais ces formes élargies de périurbanisation ne s'accompagnent pas de créations d'emplois sur place et n'enrayent pas l'affaiblissement démographique et la marginalisation économique de l'agriculture.

D) LES MOYENNES MONTAGNES D'UTILISATION EXTENSIVE

D'autres systèmes montagneux présentent de faibles densités humaines compatibles avec des pratiques agricoles extensives. L'élevage est encore vivant mais il se révèle impuissant à maintenir la population initiale alors que les activités non agricoles ne se diffusent qu'à grand peine. Dans la montagne « atlantique » des îles britanniques, le milieu est, toutes proportions gardées, peu favorable aux cultures. En outre, des choix économiques historiques et l'exode rural, ancien et massif, expliquent l'émergence d'une grande propriété. Pour des raisons d'éloignement mais surtout de structures, les moyennes montagnes sont donc des régions périphériques : l'objectif économique se limite grossièrement à

l'extraction d'une rente foncière avec un investissement minimum en travail et en capital. Concrètement, dans la chaîne Pennine comme dans les *Highlands* écossaises, les domaines qui possèdent plusieurs centaines d'hectares de landes se sont tournés vers le mouton ; les troupeaux de race rustique sont imposants et conduits en plein air intégral de manière extensive (environ 1 agneau/brebis/an). Les deux tiers des femelles sont commercialisées pour engraissement dans les plaines (Rieutort, 1995). Aujourd'hui, la concentration des terres et ce « ranching » expliquent les faibles densités (souvent moins de 1 h/km²). Notons cependant que, par le biais de l'agriculture ou de nouvelles fonctions, les échanges se multiplient entre plaine et montagne, entre centre et périphéries. L'économie s'apparente parfois à une exploitation minière (bois, réserves hydrauliques) tandis que ces citadins fréquentent les hautes terres pour la chasse ou leurs loisirs, d'où la multiplication des parcs nationaux (Chaline, 1991). Déjà, des conflits surgissent entre éleveurs et forestiers.

Certaines moyennes montagnes ont également évolué par réorganisation récente des systèmes de production. Dans le passé, ces massifs ont pu entretenir des stocks humains plus importants mais les densités se sont très vite réduites à des niveaux trop faibles pour envisager une intensification agricole. Cette activité est toutefois bien solide et les bassins de production sont intégrés au marché européen. Les paysages sont entretenus et des noyaux de jeunes agriculteurs peuvent subsister. Tel est le cas du Limousin, de l'Aubrac, du massif cantalien ou de certaines parties des Préalpes du sud. Mais cette voie extensive aboutit à une âpre sélection. Ainsi dans l'Aubrac, sur le plateau herbager, les grandes exploitations sont parvenues à un « optimum » économique (élevage à viande avec vente de brouillards ou de taurillons de 18 mois, maintien d'une filière laitière de qualité) mais exigent de moins en moins de main-d'œuvre. Malgré les efforts (renaissance de la coutellerie, tourisme diffus et « gastronomique »), les créations d'emplois sont insuffisantes et la vie sociale est anémiée hors des bourgades.

E) LES MOYENNES MONTAGNES ABANDONNÉES

En l'absence de tout équilibre économique, certains massifs sont aujourd'hui condamnés par un déclin irrémédiable. Tendances démographiques sombres, faible diversification de l'emploi sur place, bourgades sous équipées, autant de caractéristiques qui expliquent une impression d'abandon que confirme un paysage conquis par la forêt ou la lande (Estienne, 1988) ; les propriétaires émigrés préfèrent boiser leurs terres en « timbre-poste » mais ces ressources ne donnent naissance qu'à des filières embryonnaires et la valeur ajoutée échappe presque entièrement aux hautes terres. Les densités humaines sont dramatiquement basses et les véritables « déserts » se situent sur ces espaces à l'écart des villes. En voie de désagrégation, la montagne ne conserve plus qu'une agriculture résiduelle ou particulièrement extensive, posant le problème du maintien des outils agro-alimentaires. Ainsi, dans les sierras andalouses

autrefois bien occupées, on observe le déclin absolu de la polyculture de versants et une vidange démographique liée à l'émigration ; entre 1960 et 1990, la population a couramment été divisée par deux, le vieillissement s'est installé et les densités sont désormais inférieures à 10 hab./km² (Mignon, 1981). L'agriculture est également résiduelle dans la Sierra Morena où les grandes *dehesas* sont en pleine décrépitude ; par manque de main-d'œuvre, les domaines retournent à la friche ou sont reboisés en eucalyptus, servant de terrains de chasse pour privilégiés. Dans le haut Apennin, la transhumance, lorsqu'elle se maintient, s'alimente en plaine, véritable inversion par rapport au passé (Vitte, 1988). La montagne de Basilicate (centre, sud, hautes collines du Materan) est même en voie d'abandon. Les équilibres d'autrefois se sont brisés avec la « frane » démographique : l'élevage extensif s'impose aux côtés d'exploitations retraite et les cultures reculent, sauf sur de grandes structures profitant des subventions européennes ; la pluriactivité est peu répandue et ses formes sont traditionnelles (construction, bûcheronnage). Son influence sur l'économie locale est modeste, l'effet d'entraînement nul. L'émigration étrangère ou lointaine, d'abord bénéfique en allégeant la montagne d'une surcharge humaine trop longtemps supportée, se révèle inadaptée, contribuant à l'immobilisme économique et au blocage des structures agraires (Bergeron, 1994). En réalité, cette évolution concerne de nombreux massifs méditerranéens : en France, la Corse, le Haut Diois, l'est des Baronnies ou la haute Bléone présentent ce visage. Mais la montagne ariégeoise comme les plateaux dépeuplés du Massif central – depuis le haut Vivarais jusqu'à la Montagne limousine, en passant par le Livradois – n'échappent pas à la dégradation. Localement, lorsqu'une volonté locale se dessine, on tente d'initier des opérations de développement et des filières courtes peuvent assurer le maintien de quelques noyaux agricoles. On note également quelques flux de retraités, de néo-ruraux ou de jeunes couples attirés par ces espaces quitte à parcourir de longues distances pour travailler quotidiennement. Mais, ces arrivées ne parviennent pas à compenser le déficit naturel et le découragement s'appesantit sur ces cellules fragiles, pénalisées par l'isolement, la rigueur du milieu et la faiblesse des réserves en main-d'œuvre. Bref, dans bien des cas, la moyenne montagne est condamnée à d'autres usages (loisirs, réserve « naturelle » ou de matières premières).

La géographie des moyennes montagnes d'Europe occidentale a beaucoup changé depuis la Seconde guerre mondiale : crises, résistances et réadaptations ont modifié le fonctionnement de leurs campagnes, selon des directions différentes d'un lieu à l'autre. Des incertitudes demeurent mais les hautes terres vivantes – agricoles et modernisées ou pluriactives – s'opposent à des « terres d'abandon » et à des espaces précaires d'utilisation extensive ou à la remorque des villes et du bas-pays. La moyenne montagne est donc diverse tandis que les seuls critères physiques, historiques ou socio-économiques ne permettent pas de lui reconnaître une spécificité. Son identification serait-elle impossible ?

Certes, en combinant les facteurs présentés successivement pour plus de clarté, on peut mieux approcher l'entité moyenne montagne et surtout mieux percevoir ses dynamiques. Mais on doit également s'interroger sur la perception de ces territoires et évoquer les représentations forgées par les montagnards ou par les citoyens à la recherche d'un espace « rêvé ». Si la moyenne montagne présente une originalité tellement mince, pourquoi est-elle alors au centre d'enjeux socio-politiques ? Pourquoi surgissent toutes ces interventions publiques pour la développer ? Enfin, plutôt que de rechercher des spécificités, ne peut-on pas d'abord considérer les moyennes montagnes comme le cadre d'études à moyenne échelle, comme des territoires à la fois ruraux et montagnards en proie à de profondes mutations ?

BIBLIOGRAPHIE

- BERGERON (R.) *et al.*, 1980. – Problèmes économiques de la moyenne montagne hors de France. - *Bull. de l'Association de Géographes Français*, n° 468-469, pp. 187-195.
- BERGERON (R.), 1994. – *La Basilicate, changement social et changement spatial dans une région du Mezzogiorno*. - Collection de l'Ecole française de Rome, n° 184, 714 p.
- BORDESSOULE (E.), 1994. – *Les « montagnes » du Massif central, espaces pastoraux et transformations du milieu rural dans les Monts d'Auvergne*. - Thèse de Doctorat, Clermont-Fd, CERAMAC-Université Blaise Pascal, 362 p.
- BOUHIER (A.), 1994. – Les landes de Galice. D'une utilisation récemment encore fondamentale à l'actuelle marginalisation. - *Norois*, n° 164, pp. 515-534.
- BOZON (P.) *et al.*, 1980. – La moyenne montagne, essai de définition, milieux physiques, typologie. - *B.A.G.F.*, 468-469, pp. 157-172.
- CAWLEY (M.), 1992. – L'évolution démographique de la République d'Irlande de 1981 à 1991 : tendances et organisation spatiale. - *Hommes et Terres du Nord*, n° 2, pp. 89-96.
- CHALINE (Cl.), 1991. – *Le Royaume-Uni : économie et régions*. - Masson, 238 p.
- CLOUT (H.), 1993. – Aspects of rural change in the United Kingdom. - *Norois*, n° 160, pp. 555-572.
- DESLONDES (O.), 1987. – *Société, territoire et pouvoir en Cévenne languedocienne. De la marginalité au développement*. - Public. de l'Université P. Valéry, Montpellier, n° 15, 156 p.
- DERRIOZ (P.), 1994. – *Friches et terres marginales en basse et moyenne montagne, Revers sud-oriental du Massif central*. - Avignon, Structures et dynamiques spatiales, n° 1, 330 p.
- DERRUAU (M.), 1966. – Paysages et habitats ruraux des pays tempérés. - *Géographie Générale, Encyclopédie de La Pléiade*, Gallimard, pp. 1145-1243.
- DIRY (J.-P.), 1995. – Moyennes montagnes d'Europe occidentale et dynamiques rurales. - *Revue de Géographie Alpine*, n° 3, pp. 15-26.
- DIRY (J.-P.), MIGNON (Ch.), RIEUTORT (L.) 1996. – Survivances paysannes et pluractivité dans la montagne portugaise : l'exemple de la Serra do Caramulo. - *Méditerranée*, n° 1-2, pp. 97-108.
- ESTIENNE (P.), 1988. – *Terres d'abandon ? Les populations des montagnes françaises : hier, aujourd'hui, demain*. - Clermont-Ferrand, Institut du Massif Central, 288 p.
- HOUSSEL (J.-P.), 1993. – Districts industriels et milieux intermédiaires. - *L'Information Géographique*, 57, pp. 86-91.
- LAGEAT (Y.), NEBOIT-GUILHOT (R.), 1989. – Les contraintes physiques en moyenne montagne, l'exemple de l'Auvergne. - *Revue d'Auvergne*, n° 103, pp. 249-271.

- MARCHAND (J.-P.), RIQUET (P.) (sous la direction), 1996. – *Europe du Nord, Europe médiane*. - Géographie Universelle, Belin/Reclus, 480 p.
- MIGNON (Ch.), 1981. – *Campagnes et paysans de l'Andalousie méditerranéenne*. - Pub. Fac des Lettres de Clermont-Ferrand II, 460 p.
- MIGNON (Ch.), 1992. – La déprise agricole dans les montagnes françaises. - *Quelles campagnes pour demain ? Actes du colloque de Rennes*, Centre de Publ. de Caen, Géographie sociale, n° 12, pp. 261-270.
- REFFAY (A.), 1977. – Essai de définition de la moyenne montagne. - *Actes du 102^e Congrès National des Sociétés Savantes*, Limoges, pp. 39-46.
- RICARD (D.), 1994. – *Les montagnes fromagères en France, Terroirs, Agriculture de qualité et appellations d'origine*. - Clermont-Ferrand, CERAMAC Ed.-Université Blaise Pascal, 496 p.
- RICARD (D.), RIEUTORT (L.), 1995. – Filières agro-alimentaires et moyennes montagnes françaises. - *R.G.A.*, 3, pp. 101-114.
- RIEUTORT (L.), 1995. – *Espaces fragiles et dynamique des systèmes agricoles : l'élevage ovin en France*. - Clermont-Ferrand, CERAMAC Ed. - Université Blaise Pascal, 512 p.
- RIEUTORT (L.) 1995. – Les Grands Causses du Massif central : dynamique rurale et organisation de l'espace. - *Grands Causses, nouveaux enjeux, nouveaux regards*, Millau, Fédération des Grands Causses, pp. 277-314.
- SIVIGNON (M.), 1996. – La métamorphose des campagnes grecques. - *Méditerranée*, n° 1-2, pp. 79-86.
- STOCKDALE (A.), 1991. – Recent trends in urbanisation and rural repopulation in Northern Ireland. - *Irish Geography*, n° 24-2, pp. 70-80.
- VERCHERAND (J.), 1988. – Le problème de l'adaptation des structures agraires dans les zones marginales méditerranéennes de tradition pastorale (cas de la Corse et de la Sardaigne). - *Les zones défavorisées médit. dans la C.E.E.*, INRA Grignon, Eco. et Socio. rurales. pp. 169-186.
- VITTE (P.), 1986. – *Les campagnes du Haut Apennin, évolution d'une société montagnarde*. - Publ. Fac. Lettres, Clermont-Ferrand, 554 p.
- VITTE (P.), 1992. – Moyennes montagnes européennes et tourisme. - *Des régions paysannes aux espaces fragiles*, Clermont-Fd, CERAMAC, pp. 533-542.
- VITTE (P.) , 1992. – La montagne italienne. - *Annales de Géographie*, n° 563, pp. 68-83.
- VITTE (P.), 1994. – L'Irlande : un modèle d'espace touristique ? - *Revue d'Auvergne*, n° 4, pp. 163-179.
-